



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

January 11, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La CARICOM a émis un avertissement public le 9 janvier indiquant que le temps presse pour les dirigeants haïtiens afin de convenir d'une transition avant l'expiration du mandat du CPT le 7 février révélant que malgré les pourparlers menés par le Groupe de personnalités éminentes de la CARICOM le BINUH de l'ONU l'OEA la Francophonie et les ambassades américaine et canadienne ces acteurs n'ont pas réussi à amener les Haïtiens à résoudre l'impasse politique avec pour seul accord que le CPT doit quitter ses fonctions mais la manière dont cela se produira et qui assurera son application restent floues. Le Miami Herald a rapporté que des membres du CPT ont tenté de remplacer le coordonnateur Laurent Saint-Cyr pour ne pas avoir soutenu les tentatives de destitution du PM Fils-Aimé tandis que le PM négocie pour rester après le 7 février sans structure de supervision présidentielle. La Route Nationale No. 1 reste impraticable à Montrouis depuis le 6 janvier coupant Port-au-Prince du nord d'Haïti. La pause opérationnelle de 30 jours à Port-au-Prince se poursuit. Vingt-sept jours jusqu'au 7 février.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

La CARICOM avertit publiquement que le temps presse pour la transition du 7 février sans consensus sur le cadre de gouvernance post-CPT malgré les pourparlers de multiples acteurs internationaux.

Conflit interne du CPT exposé alors que des membres ont tenté de remplacer Saint-Cyr pour ne pas avoir soutenu la destitution du PM tandis que le PM Fils-Aimé cherche à gouverner après le 7 février sans supervision du CPT.

Route Nationale No. 1 impraticable à Montrouis depuis le 6 janvier bloquant le trafic commercial et humanitaire entre la capitale et le nord d'Haïti démontrant le contrôle stratégique des gangs sur les points de passage infrastructurels.

La pause opérationnelle de 30 jours à Port-au-Prince se poursuit comme la plus longue période soutenue sans violence majeure des gangs jamais enregistrée tandis que l'offensive de l'Artibonite persiste avec 1 120 déplacés à Montrouis.

Vingt-sept jours jusqu'à l'expiration du mandat du CPT le 7 février avec une fenêtre d'action coordonnée réduite aux 10-14 prochains jours avant le risque de vide institutionnel.

DÉVELOPPEMENT 1

L'AVERTISSEMENT DE LA CARICOM CONFIRME L'ÉCHEC DE LA COORDINATION INTERNATIONALE SUR LA TRANSITION DU 7 FÉVRIER

La Communauté des Caraïbes a émis un avertissement public le 9 janvier indiquant que le temps presse pour les dirigeants haïtiens afin de convenir d'une transition avant l'expiration du mandat du CPT le 7 février représentant la première reconnaissance explicite par un acteur international majeur que la transition reste non résolue avec 27 jours restants. L'avertissement émis par le Groupe de personnalités éminentes de la CARICOM révèle que malgré les pourparlers avec les membres du conseil et les dirigeants politiques de multiples acteurs internationaux incluant le Bureau intégré de l'ONU à Port-au-Prince la Francophonie l'Organisation des États américains et les ambassades des États-Unis et du Canada n'ont pas réussi à amener les Haïtiens à résoudre l'impasse politique. Le Miami Herald rapporte que le seul accord semble être que le conseil de neuf membres doit quitter ses fonctions le 7 février mais la manière dont cela se produira et qui assurera son application restent floues.

L'avertissement de la CARICOM confirme que le silence de cinq jours observé du 7 au 11 janvier dans les communications gouvernementales reflète un échec de négociation plutôt qu'un progrès vers un consensus. De multiples propositions des acteurs internationaux n'ont pas produit d'accord sur les cadres de gouvernance post-7 février incluant aucun consensus sur la formule de remplacement le mécanisme d'application ou les dispositions de continuité institutionnelle. L'avertissement que le temps presse suggère que les acteurs internationaux reconnaissent maintenant que la fenêtre d'action coordonnée s'est réduite aux 10-14 prochains jours avec des retards au-delà de fin janvier créant un risque de vide institutionnel le 7 février. L'absence d'une proposition spécifique de la CARICOM indique que les acteurs internationaux attendent des solutions menées par les Haïtiens plutôt que d'imposer des cadres révélant une fragmentation continue entre les positions américaines favorisant le départ du CPT et les positions canadiennes soutenant une prolongation.

Le timing de l'avertissement de la CARICOM coïncide avec la révélation de la fracturation interne du CPT concernant l'avenir du PM Fils-Aimé suggérant que les acteurs internationaux répondent à la détérioration du consensus interne au sein des institutions haïtiennes plutôt qu'à une pression externe. L'avertissement représente une escalade publique destinée à faire pression sur les acteurs politiques haïtiens incluant les membres du CPT le PM Fils-Aimé les partis politiques et la société civile pour atteindre un consensus immédiatement. Avec 27 jours restants jusqu'au 7 février et aucun progrès visible vers un cadre de transition convenu l'avertissement de la CARICOM confirme qu'Haïti fait face à trois scénarios possibles: prolongation du CPT nécessitant une légitimation internationale et contredisant l'interdiction de l'Article 6.1, gouvernance PM-seulement post-7 février sans supervision du CPT créant une ambiguïté constitutionnelle, ou crise de gouvernance duale si le CPT et le PM revendiquent tous deux la légitimité après l'expiration du mandat.

L'avertissement de la CARICOM amplifie la pression sur les parties prenantes pour résoudre la transition dans un calendrier comprimé tout en révélant une faiblesse fondamentale dans les mécanismes de coordination internationale qui n'ont pas réussi à combler la division États-Unis-Canada sur la prolongation du CPT ou à produire un cadre unifié pour la gouvernance post-7 février.



CONTEXTE HISTORIQUE

La CARICOM maintient un engagement actif dans les transitions politiques d'Haïti depuis 2004 à travers son mécanisme de Groupe de personnalités éminentes qui a historiquement servi de médiateur entre les acteurs politiques haïtiens et la communauté internationale lors des crises institutionnelles.

POINTS DE DISCUSSION

La CARICOM confirme publiquement l'échec de la coordination internationale sur la transition du 7 février malgré les pourparlers de l'ONU l'OEA la Francophonie les États-Unis et le Canada.

Le seul accord est que le CPT doit partir le 7 février mais aucun consensus sur la manière dont le départ se produira ou qui l'appliquera.

Fenêtre d'action coordonnée réduite aux 10-14 prochains jours avant le risque de vide institutionnel.

Les acteurs internationaux attendent des solutions menées par les Haïtiens plutôt que d'imposer des cadres révélant la division continue États-Unis-Canada sur la prolongation du CPT.

L'avertissement de la CARICOM représente une escalade publique pour faire pression pour un consensus

immédiat parmi les acteurs politiques haïtiens avec 27 jours restants.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les parties prenantes internationales devraient convoquer une réunion de coordination d'urgence du 12 au 15 janvier pour réconcilier les positions concurrentes sur la prolongation du CPT versus la gouvernance PM-seulement et établir un cadre unifié pour la légitimation post-7 février.

Les acteurs politiques devraient prioriser la construction de consensus sur le mécanisme de transition du 12 au 20 janvier en se concentrant sur les arrangements d'application pour le départ du CPT et les dispositions de continuité institutionnelle pour prévenir une crise de gouvernance duale.

Les organisations de la société civile devraient mobiliser la pression publique pour une planification de transition transparente et des mécanismes de responsabilité pour assurer la conformité à l'échéance du 7 février.

Les réseaux de la diaspora devraient coordonner le plaidoyer avec les États membres de la CARICOM et les partenaires internationaux pour soutenir les solutions de transition menées par les Haïtiens et prévenir le vide institutionnel.



CONFIANCE



Confiance élevée basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 2

LA FRACTURATION INTERNE DU CPT EXPOSE DES SCÉNARIOS CONCURRENTS DE GOUVERNANCE POST-7 FÉVRIER

Le Miami Herald a rapporté le 9 janvier que des membres du CPT ont été accusés de tenter de remplacer l'actuel coordonnateur Laurent Saint-Cyr qui n'a pas soutenu les tentatives de se débarrasser du Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé exposant une lutte de pouvoir fondamentale au sein du conseil concernant la gouvernance post-7 février. Le rapport révèle que Saint-Cyr et le PM Fils-Aimé forment un bloc minoritaire soutenant le maintien du PM jusqu'au 7 février et le maintien de Saint-Cyr comme coordonnateur tandis que la majorité du CPT soutient la destitution du PM Fils-Aimé le remplacement de Saint-Cyr et la prolongation du mandat du CPT au-delà du 7 février. Le Miami Herald a confirmé que le PM tente de négocier un accord pour rester après le 7 février mais sans structure de supervision présidentielle indiquant une stratégie de gouverner seul après l'expiration du mandat sans supervision du CPT.

Le conflit interne du CPT a atteint un point critique pendant la première semaine complète après la reprise gouvernementale avec des accusations de tentative de remplacement de Saint-Cyr survenant début janvier selon la référence cette semaine dans le rapport du 9 janvier. Le silence de cinq jours observé du 7 au 11 janvier dans les communications officielles du CPT reflète probablement cette crise interne plutôt que des négociations externes avec les acteurs internationaux. L'analyse de Vant Bêf Info publiée le 7 janvier a confirmé que des discussions sont soulevées concernant une possible réorganisation du processus de transition ou une prolongation du système actuel sans qu'aucune décision officielle n'ait encore été annoncée indiquant que les deux options restent en considération mais qu'aucun consensus n'a été atteint. Le CPT n'a pas communiqué de nouveau calendrier public concernant les prochaines étapes du processus politique ou l'organisation des

élections au 7 janvier confirmant la paralysie institutionnelle.

Le conflit Saint-Cyr versus Fils-Aimé crée trois scénarios distincts post-7 février avec des implications fondamentalement différentes en matière de légitimité et d'application. Le Scénario A envisage que le CPT destitue Fils-Aimé nomme un nouveau PM et prolonge le mandat du CPT au-delà du 7 février nécessitant une légitimation internationale et contredisant l'interdiction de l'Article 6.1 contre la prolongation. Le Scénario B envisage que le PM Fils-Aimé survive jusqu'au 7 février que le CPT se dissolve à l'expiration du mandat et que le PM gouverne seul post-7 février ne nécessitant aucune légitimation internationale puisque le PM a été nommé par le CPT sous l'autorité existante. Le Scénario C envisage une impasse où le CPT ne peut pas destituer Fils-Aimé en raison de l'opposition de Saint-Cyr le CPT ne peut pas prolonger le mandat en raison de l'interdiction de l'Article 6.1 et le CPT et le PM revendiquent tous deux la légitimité post-7 février créant une crise de gouvernance duale.

Avec 27 jours jusqu'au 7 février le conflit Saint-Cyr versus Fils-Aimé doit se résoudre dans les 7-14 prochains jours pour prévenir un vide institutionnel ou une crise de gouvernance duale à la date d'expiration du mandat sans mécanisme visible pour forcer un consensus parmi les factions concurrentes du CPT.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le Conseil présidentiel de transition a été établi en avril 2024 avec neuf membres et un poste de coordonnateur rotatif destiné à fournir une autorité présidentielle collective pendant la période de transition vers les élections avec une date d'expiration de mandat explicite au 7 février 2026 selon l'Article 6.1.

POINTS DE DISCUSSION

Des membres du CPT ont tenté de remplacer le coordonnateur Laurent Saint-Cyr pour ne pas avoir soutenu la destitution du PM Fils-Aimé exposant une lutte de pouvoir interne fondamentale.

Saint-Cyr et le PM Fils-Aimé forment un bloc minoritaire s'opposant à la destitution du PM tandis que la majorité du CPT soutient la destitution du PM et la prolongation du mandat du conseil.

Le PM Fils-Aimé négocie pour rester après le 7 février sans structure de supervision présidentielle cherchant à gouverner seul sans supervision du CPT.

Trois scénarios concurrents créent des implications de légitimité fondamentalement différentes: prolongation du CPT nécessitant un soutien international, gouvernance PM-seulement sous autorité existante, ou crise de gouvernance duale.

Le conflit interne doit se résoudre dans les 7-14 jours pour prévenir un vide institutionnel le 7 février sans mécanisme de consensus visible.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les membres du CPT devraient convoquer une session interne d'urgence du 12 au 15 janvier pour résoudre le différend du coordonnateur et établir une position unifiée sur la gouvernance post-7 février prévenant une crise de légitimité duale.

Le PM Fils-Aimé devrait clarifier la base constitutionnelle pour gouverner sans supervision du CPT post-7 février

et obtenir une reconnaissance internationale explicite avant l'expiration du mandat pour prévenir les contestations de légitimité.

Les médiateurs internationaux devraient faciliter des négociations directes entre le bloc Saint-Cyr et la majorité du CPT du 12 au 20 janvier en se concentrant sur un cadre de compromis qui prévient le vide institutionnel tout en respectant l'interdiction de l'Article 6.1.

Les observateurs de la société civile devraient surveiller les processus de prise de décision internes du CPT et exiger une communication transparente sur les plans de transition pour assurer la responsabilité et prévenir les accords de coulisses.



CONFIANCE



Confiance élevée basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 3

LA COUPURE DE LA ROUTE NATIONALE NO. 1 DÉMONTRE LE CONTRÔLE STRATÉGIQUE DES GANGS SUR LES POINTS DE PASSAGE INFRASTRUCTURELS

Les rapports de l'OCHA et d'Haiti Libre ont confirmé du 6 au 10 janvier que la Route Nationale No. 1 est impraticable au segment de Montrouis depuis le 6 janvier coupant Port-au-Prince du nord d'Haïti et bloquant le trafic commercial et humanitaire entre la capitale et Cap-Haïtien. L'impraticabilité de la route résulte de l'attaque des gangs du 23 décembre sur Montrouis qui a déplacé 1 120 individus qui ont fui vers la municipalité de Saint-Marc avec l'OIM confirmant 225 ménages affectés. La situation sécuritaire reste précaire et instable impactant significativement l'accès humanitaire dans diverses localités au sein de la municipalité de Saint-Marc ainsi que le long de la Route Nationale No. 1 qui sert d'artère principale connectant le Département de l'Ouest aux Départements de l'Artibonite du Centre et du Nord.

La coupure de la Route Nationale No. 1 représente un développement opérationnel critique avec des implications stratégiques pour la trajectoire de la crise d'Haïti. La route connecte Port-au-Prince population 2,6 millions à Cap-Haïtien population environ 500 000 et sert de corridor commercial principal pour le mouvement de nourriture de carburant et de marchandises entre la capitale et les centres agricoles du nord. Son impraticabilité depuis le 6 janvier signifie que le trafic commercial entre les régions est arrêté la livraison d'aide humanitaire au Département du Nord est sévèrement contrainte et l'isolement économique du nord d'Haïti des marchés banques et services de la capitale. Le blocage de Montrouis démontre le contrôle stratégique des gangs sur les points de passage de l'infrastructure primaire d'Haïti incluant la Route Nationale No. 1 au segment de Montrouis l'aéroport et le port de Port-au-Prince sous menace périodique et le corridor agricole de l'Artibonite sous contrôle des gangs selon l'évaluation du MOPAL du 4 janvier.

La coupure infrastructurelle confirme le changement géographique documenté dans les briefings de renseignement récents montrant que les gangs consolident le contrôle des régions périphériques incluant l'Artibonite et le Plateau Central tout en maintenant la pause opérationnelle de 30 jours à Port-au-Prince entourant et isolant effectivement la capitale. La déclaration du PM Fils-Aimé du 10 janvier affirmant que 2026 sera l'année de la sécurité et que la peur a changé de camp avec les forces de sécurité récupérant les territoires précédemment sous contrôle des gangs armés est directement contredite par l'impraticabilité de la Route Nationale No. 1 depuis le 6 janvier cinq jours avant la déclaration, 1 120 déplacés à Montrouis le 23 décembre, et

l'évaluation du MOPAL confirmant que les gangs contrôlent la quasi-totalité de Port-au-Prince l'Artibonite et le Plateau Central. Le message optimiste du PM semble conçu pour légitimer la stratégie révélée par le Miami Herald de rester après le 7 février sans structure de supervision présidentielle suggérant que la revendication de gouvernance post-7 février reposera sur des récits de progrès sécuritaire opérationnellement non soutenus par les preuves infrastructurelles et de déplacement.

La coupure de la Route Nationale No. 1 combinée aux affirmations sécuritaires contradictoires du PM crée un environnement informationnel où le message gouvernemental diverge fondamentalement de la réalité opérationnelle compliquant l'évaluation par les parties prenantes de la viabilité de la transition et de la légitimité de la gouvernance post-7 février.



CONTEXTE HISTORIQUE

La Route Nationale No. 1 a historiquement servi d'artère principale nord-sud d'Haïti depuis l'époque coloniale connectant la capitale aux grandes villes du nord et aux régions agricoles avec une signification économique et humanitaire amplifiée pendant les périodes de crise nécessitant la distribution d'aide et le mouvement de population.

POINTS DE DISCUSSION

Route Nationale No. 1 impraticable à Montrouis depuis le 6 janvier coupant Port-au-Prince de Cap-Haïtien et du nord d'Haïti bloquant le trafic commercial et humanitaire.

L'attaque des gangs du 23 décembre a déplacé 1 120 individus à Saint-Marc démontrant le contrôle des gangs sur les points de passage infrastructurels stratégiques au-delà de Port-au-Prince.

La coupure de la route arrête le mouvement de nourriture de carburant et de marchandises entre la capitale et les centres agricoles du nord créant un isolement économique et des contraintes d'accès humanitaire.

L'affirmation du PM Fils-Aimé du 10 janvier que les forces de sécurité récupèrent les territoires est directement contredite par l'impraticabilité de la route et le déplacement continu cinq jours avant la déclaration.

La crise infrastructurelle révèle une divergence entre le message sécuritaire gouvernemental et la réalité opérationnelle compliquant l'évaluation par les parties prenantes de la viabilité de la transition.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les acteurs humanitaires devraient établir des routes d'approvisionnement alternatives vers le nord d'Haïti contournant le segment de Montrouis et coordonner avec les forces de sécurité sur la protection des convois pour maintenir la capacité de livraison d'aide.

Les observateurs internationaux devraient vérifier indépendamment les affirmations sécuritaires gouvernementales contre les preuves opérationnelles incluant l'accessibilité des routes les chiffres de déplacement et les évaluations de contrôle territorial des gangs avant de légitimer les arrangements de gouvernance post-7 février.

Les acteurs du secteur privé devraient évaluer les vulnérabilités de la chaîne d'approvisionnement créées par la coupure infrastructurelle et développer des plans de contingence pour les opérations continues sous des

scénarios d'impraticabilité de route.

Les organisations médiatiques devraient systématiquement croiser les déclarations sécuritaires gouvernementales avec les rapports opérationnels indépendants pour fournir un environnement informationnel précis pour la prise de décision des parties prenantes.



CONFIANCE



Confiance élevée basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 4

LA PAUSE OPÉRATIONNELLE DE TRENTE JOURS À PORT-AU-PRINCE SE POURSUIT COMME LA PLUS LONGUE PÉRIODE SOUTENUE SANS VIOLENCE DES GANGS

Port-au-Prince a marqué le 11 janvier avec zéro nouvel incident de sécurité majeur des gangs complétant 30 jours consécutifs sans violence majeure des gangs du 21 décembre au 11 janvier représentant la plus longue pause opérationnelle soutenue jamais enregistrée. Le 11 janvier suit le modèle de la pause de 29 jours du 21 décembre au 10 janvier sans incidents rapportés par Haiti Libre Haiti24 Le Nouvelliste ou d'autres sources surveillées à partir de 17h21 EST. La pause continue malgré l'offensive continue de l'Artibonite incluant l'attaque de Montrouis du 23 décembre qui a déplacé 1 120 individus et la confirmation du 6 janvier que la Route Nationale No. 1 reste impraticable au segment de Montrouis démontrant un changement géographique dans le focus opérationnel des gangs de la capitale vers les régions périphériques.

La pause de 30 jours contredit l'affirmation du PM Fils-Aimé du 10 janvier que 2026 sera l'année de la sécurité basée sur les progrès réalisés par les forces de sécurité dans la récupération de territoires précédemment sous contrôle des gangs armés et que la peur a changé de camp se référant à l'affaiblissement progressif des groupes criminels. La pause opérationnelle suggère un calcul stratégique des gangs plutôt qu'un succès des forces de sécurité avec les gangs maintenant le contrôle territorial à Port-au-Prince tout en consolidant les positions dans l'Artibonite et le Plateau Central selon l'évaluation du MOPAL du 4 janvier confirmant que les gangs contrôlent la quasi-totalité de ces régions. La pause peut représenter une phase de préparation pour des opérations reprises ciblant la transition institutionnelle du 7 février ou un repositionnement stratégique pour exploiter la fracturation interne du CPT et l'approche de l'échéance d'expiration du mandat.

La continuation de la pause opérationnelle jusqu'au 11 janvier crée une fenêtre de 30 jours pour le gouvernement et les acteurs internationaux de résoudre la planification de la transition du 7 février sans violence active des gangs compliquant les opérations de sécurité. Cependant la pause combinée à l'offensive continue de l'Artibonite et à la coupure de la Route Nationale No. 1 indique que la capacité des gangs pour des opérations reprises reste intacte avec un positionnement stratégique autour de l'infrastructure de la capitale plutôt qu'un retrait territorial. L'analyse de Vant Bèf Info du 7 janvier confirmant que de vastes zones du pays échappent encore au contrôle des forces de l'ordre malgré les initiatives institutionnelles et diplomatiques de Saint-Cyr corrobore l'évaluation que la pause opérationnelle reflète un choix stratégique des gangs et non des gains des forces de sécurité.

Avec 27 jours jusqu'au 7 février la pause opérationnelle crée une fenêtre comprimée pour la résolution de la transition tandis que le positionnement des gangs autour des points de passage infrastructurels et la consolidation territoriale périphérique suggèrent un potentiel d'escalade rapide si l'impasse politique continue jusqu'à la date d'expiration du mandat.



CONTEXTE HISTORIQUE

Les pauses opérationnelles soutenues précédentes à Port-au-Prince ont généralement précédé les offensives majeures des gangs incluant le siège de l'aéroport de mars 2024 et les attaques coordonnées sur l'infrastructure gouvernementale avec un modèle historique montrant que les pauses sont des phases de préparation plutôt qu'une désescalade permanente.

POINTS DE DISCUSSION

Trente jours consécutifs sans violence majeure des gangs à Port-au-Prince du 21 décembre au 11 janvier représente la plus longue pause opérationnelle soutenue jamais enregistrée.

La pause continue malgré l'offensive continue de l'Artibonite incluant 1 120 déplacés à Montrouis et l'impraticabilité de la Route Nationale No. 1 depuis le 6 janvier montrant un changement géographique dans les opérations des gangs.

La pause opérationnelle suggère un calcul stratégique des gangs plutôt qu'un succès des forces de sécurité avec le contrôle territorial maintenu tout en consolidant les positions périphériques.

Le modèle historique montre que les pauses opérationnelles précèdent généralement les offensives majeures suggérant un potentiel d'escalade rapide autour de la transition institutionnelle du 7 février.

La fenêtre de 30 jours crée une opportunité pour la résolution de la transition sans violence active des gangs mais la capacité des gangs pour des opérations reprises reste intacte.

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les planificateurs de sécurité devraient utiliser la pause opérationnelle de 30 jours pour accélérer les préparations de la transition du 7 février en supposant que la pause peut se terminer brusquement autour de la date d'expiration du mandat.

Les analystes du renseignement devraient surveiller le positionnement et les communications des gangs pour des indicateurs d'opérations reprises ciblant particulièrement les vulnérabilités institutionnelles du 7 février ou exploitant la fracturation interne du CPT.

Les acteurs gouvernementaux devraient éviter d'interpréter la pause opérationnelle comme des gains de sécurité permanents et maintenir des plans de contingence pour des scénarios d'escalade rapide pendant la période de transition.

Les partenaires internationaux devraient coordonner le soutien à la sécurité pendant les 27 jours restants pour capitaliser sur la fenêtre de pause opérationnelle tout en se préparant pour une offensive potentielle des gangs autour de l'échéance du 7 février.



CONFIANCE



Confiance élevée basée sur les rapports institutionnels officiels.

À SURVEILLER ENSUITE

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Surveiller pour des déclarations publiques du CPT ou du PM Fils-Aimé abordant l'avertissement de la CARICOM du 9 janvier et le conflit Saint-Cyr versus Fils-Aimé révélé par le Miami Herald indiquant si l'impasse interne sera reconnue ou niée.

Suivre pour des réunions de coordination internationale d'urgence convoquées par la CARICOM l'ONU ou l'OEA du 12 au 13 janvier pour réconcilier les positions concurrentes sur la prolongation du CPT versus la gouvernance PM-seulement montrant une escalade de la pression diplomatique.

Observer pour la reprise de la violence des gangs à Port-au-Prince terminant la pause opérationnelle de 30 jours ciblant particulièrement l'infrastructure gouvernementale ou des emplacements symboliques signalant l'exploitation de la fracturation institutionnelle.

CETTE SEMAINE

Surveiller pour une session interne du CPT du 12 au 17 janvier pour résoudre le différend du coordonnateur et établir une position unifiée sur la gouvernance post-7 février déterminant si Saint-Cyr conserve son poste ou si la majorité du CPT remplace le coordonnateur.

Surveiller pour des propositions de médiateurs internationaux du 13 au 17 janvier de la CARICOM l'ONU ou d'acteurs bilatéraux offrant des cadres spécifiques pour la transition du 7 février montrant un passage de l'attente du consensus haïtien à l'imposition de solutions externes.

Suivre pour des mises à jour de l'accessibilité de la Route Nationale No. 1 indiquant si le segment de Montrouis rouvre ou reste impraticable affectant le trafic commercial et humanitaire entre Port-au-Prince et le nord d'Haïti.

Observer pour une clarification du PM Fils-Aimé de la base constitutionnelle pour la gouvernance post-7 février sans supervision du CPT révélant la stratégie pour légitimer l'autorité PM-seulement après l'expiration du mandat.

HORIZON STRATÉGIQUE

Vingt-sept jours jusqu'à l'expiration du mandat du CPT le 7 février 2026 avec une fenêtre d'action internationale coordonnée réduite aux 10-14 prochains jours avant que le risque de vide institutionnel ne devienne aigu.

Trois scénarios concurrents post-7 février restent non résolus: prolongation du CPT nécessitant une légitimation internationale et contredisant l'interdiction de l'Article 6.1, gouvernance PM-seulement sous autorité de nomination existante, ou crise de gouvernance duale si le CPT et le PM revendiquent tous deux la légitimité.

Le positionnement stratégique des gangs autour des points de passage infrastructurels et la pause opérationnelle de 30 jours suggèrent une capacité d'escalade rapide exploitant les vulnérabilités de la transition institutionnelle avec un modèle historique montrant que les pauses précèdent les offensives majeures.

La division États-Unis-Canada sur la prolongation du CPT reste non résolue empêchant un cadre international

unifié pour la légitimation de la transition avec l'avertissement de la CARICOM confirmant l'échec de coordination malgré l'engagement de multiples acteurs.

SOURCES PRIMAIRES

Miami Herald Couverture des Caraïbes 9 janvier 2026

Vant Bèf Info Analyse sur l'évaluation de cinq mois de Laurent Saint-Cyr 7 janvier 2026

Haiti Libre Couverture quotidienne janvier 2026

OCHA Relief Web Haïti Attaques armées et déplacement de population Montrouis Mise à jour No. 1 6 janvier 2026

De Ultimo Minuto Rapport sur la déclaration du PM Fils-Aimé 10 janvier 2026

Le Nouvelliste Surveillance quotidienne Haïti 11 janvier 2026

Haiti24 Surveillance des nouvelles 11 janvier 2026

OIM Matrice de suivi des déplacements Évaluation Artibonite janvier 2026

MOPAL Évaluation de sécurité 4 janvier 2026

Bureau intégré de l'ONU BINUH Rapports Haïti janvier 2026

Organisation des États américains Surveillance Haïti janvier 2026

La Francophonie Rapports d'engagement Haïti janvier 2026

Ambassade des États-Unis Port-au-Prince Communications publiques janvier 2026